

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

La flamme du socialisme

Pages de gauche a été lancé il y a 100 numéros. À l'époque, le Parti socialiste suisse semblait largement acquis aux thèses libérales et la prétendue «troisième voie» était hégémonique dans toute la social-démocratie européenne.

Aujourd'hui, cette tragique imposture a révélé tout son potentiel de nuisance pour la gauche et de défaites pour les salarié-e-s. Les partis socialistes qui s'accrochent désespérément au dogme de la soumission au marché sont dorénavant durement sanctionnés par les citoyen-ne-s. La crise économique est grosse de désillusions pour les socialistes qui, du FMI au gouvernement grec, préfèrent appliquer les recettes de la droite à celles du socialisme. L'adhésion de la gauche aux thèses libérales, partout en Europe, a provoqué une désaffection des classes populaires, voire le renforcement d'une extrême droite à des niveaux inquiétants.

Au sein du PSS, en Suisse romande surtout, *Pages de gauche* a contribué à renforcer une ligne de gauche socialiste. Ses positions ont maintenant trouvé un écho dans le nouveau programme du parti adopté au Congrès de Lausanne. Si l'on jette un œil sur l'impressum du journal au cours de ces 100 numéros, on constate que nombre de rédactrices-eurs, membres du comité ou sympathisant-e-s, ont accédé à des postes à responsabilités, au sein du parti ou dans les institutions politiques.

Mais un journal d'opinion n'accède pas au pouvoir, il doit toujours lui rester partiellement étranger, et rappeler à tou-te-s, et d'abord à ses ami-e-s les plus proches, les fondements de leur engagement. Puisse le «Manifeste» présenté ici contribuer au renforcement de la gauche socialiste; pour que la cendre de la «troisième voie» refroidisse à jamais, et que la flamme du socialisme continue de brûler.

Réd.



Numéro 100

Pour son centième numéro, *Pages de gauche* a décidé de donner la parole aux autres! Vous découvrirez ainsi au fil des seize pages de ce numéro spécial différentes réactions à un texte qui cherche à synthétiser les positions que nous défendons dans ce journal. Bonne lecture!

■ Numéro spécial

Présentation et sommaire

Page 2

■ Manifeste

Le texte de *Pages de gauche*

Pages 7 à 10

■ Avenir

Les prochaines unes de *Pages de gauche*

Page 16

NUMÉRO SPÉCIAL

100 numéros pour *Pages de gauche*!

Comme nous l'annoncions dans notre numéro de mai, *Pages de gauche* offre à ses lectrices et à ses lecteurs une édition spéciale de seize pages pour fêter ses 100 numéros. Plutôt que de nous intéresser au passé, à notre passé, c'est-à-dire à ces 100 numéros parus depuis le mois de mai 2002 (qui proposait un dossier sur l'assurance maladie... l'évolution est lente en Suisse), nous avons décidé de nous tourner vers l'avenir. Pour ce faire, nous avons choisi une solution originale: synthétiser les positions politiques que *Pages de gauche* défend, sans trop d'inconstance espérons-nous, depuis presque dix ans et demander à une série de personnalités de gauche d'y réagir, en exprimant leurs accords et leurs désaccords, leurs commentaires et leurs critiques. Nous espérons ainsi rester fidèles à une tradition de débat et de discussion qui nous semble indispensable à gauche, tout en nous plaçant résolument dans une posture prospective.

UN MANIFESTE

Cette série de propositions occupe les quatre pages centrales de ce numéro, aisément détachables pour celles et ceux qui le souhaiteraient. Elles sont rassemblées sous sept titres principaux qui ne visent pas à couvrir l'ensemble des problèmes politiques du moment, mais signalent plutôt les points qui nous semblent devoir être discutés aujourd'hui à gauche, ceux sur lesquels existent des divergences à la fois importantes et instructives. Sur certains

d'entre eux, *Pages de gauche* s'efforce depuis longtemps de défendre une position originale et, dans la conjoncture actuelle tout du moins, plutôt minoritaire.

Les réactions à notre texte sont de deux ordres. Certaines concernent, à notre demande, l'ensemble du texte. Elles émanent de responsables politiques qui cherchent nécessairement à développer une vision globale de l'activité de leur parti ou de leur organisation, et qui, tout comme nous, cherchent à construire des positions programmatiques générales. Un second groupe rassemble des contributions plus spécifiques sur les différents points de notre texte, par des actrices et des acteurs politiques dont l'engagement est plus sectoriel, ou dont les remarques à propos de l'un ou l'autre des points nous intéressaient plus particulièrement.

QUESTIONS OUVERTES

Enfin, en avant-dernière page, nous revenons sur l'ensemble de ces réactions et tentons, non pas tellement d'en apporter une impossible et inutile synthèse (cela, chacun-e le fera pour son usage personnel), mais de dresser un état des lieux. Qu'est-ce qui fait débat aujourd'hui à gauche, en Suisse et ailleurs? Quels sont les défis principaux qui se posent à nous? Comment tenter d'y répondre? Et enfin: que faire?

Nous sommes persuadés qu'une gauche combative et ferme sur ses principes est plus

que jamais nécessaire. La grave crise économique que le monde traverse le démontre une fois de plus, si besoin était. En Suisse, cette gauche a peut-être aussi un rôle un peu différent à jouer en ce moment. Il lui incombe de rappeler aux Suisses qu'on ne peut se contenter de contempler le monde qui s'écroule autour de nous tout en profitant de ce désastre. C'est dans ces moments-là que la gauche doit se souvenir de son engagement internationaliste, et c'est sans doute dans ces moments-là aussi que ce rappel est le plus difficile.

Pour finir, la quasi absence de femmes dans les contributions qui suivent nous attriste, en ce mois anniversaire de la grève des femmes de 1991. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir invité de nombreuses actrices politiques à participer à ce numéro, et d'avoir essuyé autant de refus.

La rédaction

Sommaire du numéro

- Présentation du numéro 2
- «Réfléchir ensemble à ce que nous voulons» 3
(entretien avec Stéphane Rossini)
- «La sortie du capitalisme ne se décrète pas» 4
(entretien avec Philippe Marlière)
- «Un changement de conscience au niveau individuel» 5
(Raphaël Mahaim)
- Camarades, encore un effort... 6
(Hans Schäppi)
- Qu'est-ce qu'une gauche de gauche? 7-10
(*Pages de gauche*)
- Repenser radicalement la démocratie, l'État et les droits 11
(Christophe Tafelmacher)
- S'organiser dans l'action 12
(Julien Eggenberger)
- «Il y aura toujours des révoltes» 12
(Beat Ringger)
- L'écologie n'est pas naturelle 13
(Jacques Mirenowicz et Susana Jourdan)
- Préparer l'après-capitalisme 13
(Jean-Marie Harribey)
- «La politique est chose trop sérieuse pour être laissée aux gens sérieux» 14
(Pascal Holenweg)
- Troubler la gauche 15
(*Pages de gauche*)
- Les prochaines unes de *Pages de gauche* 16

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), Philippe Gilbert (PG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Mathieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:

Antoine Chollet

Webmaster:

Mathieu Gasparini

Illustrations:

Christian Vulllioud (Cévu)

Relecture:

Dominique Hartmann, Salima Moyard

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

PSS

«Réfléchir ensemble à ce que nous voulons»

Entretien avec Stéphane Rosini, vice-président du Parti socialiste suisse, conseiller national valaisan et l'un des fondateurs de *Pages de gauche*.

Quel regard portes-tu sur les propositions de *Pages de gauche* pour son numéro 100?

Pour moi, c'est très important que nous ayons régulièrement, à gauche, une réflexion sur nos valeurs, nos références communes, notre ligne politique, pour asseoir notre positionnement tout d'abord, mais aussi pour nous faire réfléchir ensemble à ce que nous voulons. Nous l'avons aussi fait dans le cadre du programme du PSS en 2010, et *Pages de gauche* poursuit ce travail avec son texte.

Je serais par contre très prudent sur l'idée d'une «vraie» gauche, car il faut faire attention à ne pas cloisonner les différentes sensibilités de gauche et à stigmatiser celles qui ne se reconnaîtraient pas dans un texte, quel qu'il soit. Doit-on être d'accord avec tous les points d'un programme pour être «vraiment» de gauche? L'important est de fédérer, et non d'exclure ou de marginaliser.

Ensuite, il faut toujours se rendre compte que, derrière les valeurs, on doit pouvoir construire des majorités. Ce ne sont pas des choses contradictoires pour moi, mais cela signifie qu'il faut avoir une attitude pragmatique, ne pas se cantonner dans un rôle d'opposition, et chercher à mettre en œuvre nos propositions.

J'ai souvent peur qu'on soit trop théoriques, et qu'on ne laisse plus de place à l'action. En ce sens, la densité du texte de *Pages de gauche* m'amène par moments dans une impasse en ce qui concerne les actions concrètes que l'on peut entreprendre. Ce n'est pas parce que je suis en désaccord avec son contenu – je le partage pour l'essentiel

– mais parce que j'ai du mal à en voir les conséquences politiques immédiates.

Comment aborder la question de l'État à gauche?

C'est un aspect de votre texte que j'ai apprécié car, à gauche, on oublie parfois que l'État, ainsi que tout le secteur para-étatique qui est très important en Suisse, est aussi un instrument d'oppression. Si l'on prend les exemples de la santé et du social, c'est particulièrement clair, puisque l'État y établit avec les personnes concernées une relation de dépendance à laquelle nous devons rester attentifs. Mais est-ce que, à partir d'une critique de l'État telle que vous la menez, il faudrait aussi se débarrasser de projets comme la caisse maladie unique ou le revenu minimum? Ce sont des questions difficiles.

Et le dépassement du capitalisme?

Je suis d'accord sur le fond, mais il nous faut préciser selon quelles étapes et garder une position pragmatique. La Suisse est à droite et ne va pas se débarrasser du capitalisme demain, ni après-demain. Il me semble par exemple important d'imaginer des modèles plus précis de démocratisation de l'économie. D'autre part, on ne pourra jamais remettre en cause le système économique sans un réel soutien populaire, un mouvement large de la société civile qui permette de mettre en place notre programme. C'est ce mouvement qu'il nous faut chercher à construire. Et il ne suffit pas pour ce faire de dire qu'il existe des «coopératives», il nous faut quelque chose de plus sérieux à proposer!

Comment définir la sphère privée?

Sur ce point, j'ai un peu de mal à me positionner clairement. Le défi, c'est de concilier liberté individuelle et politiques d'ensemble, par exemple la plani-



Que protège le privé?

fication de l'économie. Il est important que les individus soient protégés contre les immixtions de l'État dans leur sphère privée, mais il faut aussi les protéger des interférences de l'économie ou des entreprises, qu'il s'agisse de l'organisation du travail, de la publicité, d'Internet, des atteintes à la sphère privée, etc. Dans l'ensemble, par exemple en matière de protection des données, des progrès ont été réalisés, mais dans le monde du travail, il y a encore beaucoup à faire.

Pour finir, comment le PS doit-il envisager ses stratégies d'alliance?

Le premier principe à suivre, c'est de défendre ses propres positions, y compris lorsqu'elles aboutissent à des alliances «contre nature» au parlement, par exemple avec l'UDC sur l'armée ou l'AVS. Mais ce n'est évidemment pas cette stratégie-là qu'il faut viser. Les alliances positives du PS doivent se faire à gauche, évidemment, et également en utilisant l'éclatement des partis du centre lorsque c'est possible, mais cela arrive rarement. Les 95% du temps, les votes se concluent sur une opposition gauche/droite stricte. C'est une position tout à fait pragmatique que j'assume, car c'est la seule manière pour le PS, au niveau national en tout cas, de réussir à faire passer certaines propositions.

Propos recueillis par
Antoine Chollet

ÉCONOMIE

«La sortie du capitalisme ne se décrète pas»

Philippe Marlière est professeur de science politique à University College London. Dernier ouvrage paru: *La Social-démocratie domestiquée. La voie blairiste* (Bruxelles, Aden, 2008).

Tu as étudié l'idéologie du social-libéralisme qui a caractérisé la social-démocratie ces trente dernières années. Quels en ont été les éléments programmatiques principaux, en rupture avec la tradition de ces partis?

La social-démocratie européenne a fait sienne – de manière plus ou moins théorisée – les idées du libéralisme économique et, dans une certaine mesure, de l'agenda post-matérialiste issu de Mai 68. La grande nouveauté par rapport à la période de l'après-guerre, c'est que le marché et l'entreprise, comme mode de production économique, mais aussi comme système de pensée,

renié Margaret Thatcher. Blair et Brown ont prétendu rénover la social-démocratie et revigorer la «question sociale», en libérant davantage les marchés. Quelle imposture!

Ce qui nous a été présenté dans les années 1990 comme le *nec plus ultra* de la pensée progressiste n'était en réalité qu'une posture défensive et conservatrice, très années 1980... Une sorte de néolibéralisme *new look* mâtiné de considérations postmodernes. Le ralliement à tout ou partie de l'idéologie néolibérale a provoqué des catastrophes électorales en chaîne partout en Europe à partir des années 2000. Sur le plan idéologique, la social-démocratie n'a accouché d'aucune idée originale. Dans les années 1970, la social-démocratie avait été le «passeur» d'idées radicalement de gauche (par exemple le PS français avec l'autogestion), incorporées dans un programme réformiste ambitieux.

À partir des années 1980, la social-démocratie s'est tournée vers la droite, dont elle a tenté sans succès de trianguler les idées. À partir des années 1980, la social-démocratie a fait le «choix de l'Europe». Cette orientation européiste s'est fondue dans le moule néolibéral de l'Union européenne sans le combattre, ce qui a encore accentué le repositionnement droitier des partis sociaux-démocrates.

La voie réformiste vers le socialisme, telle que proposée dans notre manifeste, te semble-t-elle encore possible?

J'aimerais y croire, mais je ne perçois aucune ébauche en ce sens au sein des appareils sociaux-démocrates. Pour pouvoir parvenir au socialisme par la voie réformiste, tel que le souhaitait par exemple Salvador Allende, il faut réunir deux conditions: la première, la conviction de la part des dirigeant-e-s sociaux-démocrates que le socialisme est l'objectif à atteindre! La seconde, une action concertée au niveau européen pour se donner les moyens de parvenir à

un programme de réformes radicales.

Primo, je ne crois pas une seconde que les appareils sociaux-démocrates soient favorables au socialisme tel que vous le concevez à *Pages de gauche*. Grosso modo – pour paraphraser Jean Jaurès: si le socialisme était réellement la démocratie jusqu'au bout, les questions de la propriété et du mode de production devraient préoccuper avant tout les sociaux-démocrates. Il est donc impossible de penser la démocratie réelle, sans poser les questions suivantes: qui produit et qui bénéficie des fruits de la production? Pour le dire plus crûment encore: pas de démocratie possible dans un régime de production capitaliste.

À ce titre, les sociaux-démocrates sont-ils démocrates? J'en doute, puisqu'une large majorité d'entre eux continuent de s'arc-bouter sur un modèle discrédité et qui a failli partout dans le monde. Je pourrais comprendre que les partis sociaux-démocrates se sont trompés dans les années 1980 et 1990. Mais de crise cyclique en crise cyclique du capitalisme, des enseignements auraient dû être tirés depuis longtemps. Il n'en a rien été, comme on peut le remarquer avec le blairisme honteux d'Ed Miliband en Grande-Bretagne ou avec un PS français qui s'apprêtait à remettre les clés du parti (et du pays!) à Dominique Strauss-Kahn, un des acteurs principaux dans le jeu du capitalisme globalisé. Secondo, il n'existe pas de consensus social-démocrate en Europe pour promouvoir des politiques en rupture avec le modèle d'intégration néolibéral actuel. C'est même au sein de la social-démocratie que l'on trouve parfois les plus farouches partisans du *statu quo*.

Existe-t-il une alternative aux partis sociaux-démocrates? Où agir?

L'objectif de toute force politique de gauche qui se respecte, c'est bien entendu la rupture avec le capitalisme. Or, ce n'est pas

Démocratie économique?



sont aujourd'hui décrits par la plupart des sociaux-démocrates, non comme un pis-aller qu'il faut réguler, mais comme des valeurs et un donné positifs, qu'il convient d'émuler. La «troisième voie» proposée par Anthony Giddens a tenté une synthèse entre un capitalisme à «visage humain» et la promotion du multiculturalisme et des libertés individuelles, à travers une politique des «modes de vie». Il est intéressant de remarquer que le blairisme s'est affranchi du versant communautariste, pour proposer un économicisme débridé que n'aurait pas

LES VERTS

«Un changement de conscience au niveau individuel»

Raphaël Mahaim est député Vert au Grand Conseil vaudois et ancien membre de la rédaction de *Pages de gauche*.

Qu'il est réjouissant de tenir entre ses mains un manifeste de cette envergure! À l'heure où la lutte contre les injustices sociales et la dilapidation de ressources se cherche de nouveaux repères, il est grand temps de se reposer certaines questions fondamentales.

LE PROBLÈME DES PROGRAMMES

Lors de l'élaboration de leur programme, les partis se sentent bien souvent liés par les contraintes de l'agenda politique et par les exigences des campagnes électorales. Ils font donc rarement l'exercice de la "page blanche", cet exercice qui permet de laisser libre cours à son imagination et à son désir de changement. *Pages de gauche* a pu se livrer à cet exercice et il l'a fait avec brio et panache! En prenant de la hauteur, le manifeste nous propose un véritable projet sociétal solidement ancré dans des convictions et des valeurs trop rarement défendues dans le sérail politique.

Suite de l'article...

l'horizon de la social-démocratie aujourd'hui, loin s'en faut. Il y a bien entendu des forces à gauche qui se réclament de ce programme de salut public, mais elles sont ultra-minoritaires. Elles le sont du fait de leur sectarisme et de leur amateurisme politique.

La sortie du capitalisme ne se décrète pas, ni ne surviendra mécaniquement comme le prétend une vulgate marxiste. Cela se construit, patiemment, dans les luttes, comme nous le montrent les peuples au Moyen-Orient ou encore l'admirable jeunesse espagnole. Je crois que la struc-

ture partisane sociale-démocrate, comme force démocrate telle que je l'ai décrite ci-dessus, est inexorablement épuisée. Les forces démocrates sont ailleurs. Elles sont diverses, plurielles et souvent dispersées. Tout projet socialiste à venir, c'est-à-dire radicalement anticapitaliste, devra s'appuyer sur cette hétérogénéité. La gauche de demain ne pourra naître qu'en dehors des bureaucraties d'une social-démocratie conservatrice, et d'une gauche radicale incantatoire et impuissante.

Propos recueillis par Romain Felli

Deux thèmes traités m'interpellent particulièrement dans le manifeste: l'État et l'écologie. S'agissant de l'État, les propos sont nuancés, subtils, et surtout frappants de pertinence.

CRITIQUE ET DÉFENSE DE L'ÉTAT

Les événements récents en Orient et en Afrique du Nord ont rappelé à quel point la démocratie est la condition même de l'émancipation de l'être humain. L'État – au sens d'appareil étatique – peut être la négation de la démocratie lorsqu'il est mis au service d'une minorité possédante. Jamais il ne faut oublier que l'État reste encore trop souvent le lieu de la fossilisation des rapports sociaux, en particulier lorsque les droits démocratiques ne s'exercent pas librement. Et la Suisse n'est pas épargnée, opaque qu'elle est en matière de financement des campagnes et partis politiques...

À l'inverse, lorsque l'État peut devenir le catalyseur des impulsions politiques données démocratiquement, il peut être une force de progrès formidable. Ceci doit d'ailleurs nous inciter à lutter sans faillir contre les processus «d'autonomisation» des sphères de décision sous contrôle démocratique. On com-

mence, par exemple, à percevoir les conséquences pernicieuses de la privatisation de nombreuses sociétés électriques. Malgré les participations publiques majoritaires, l'État n'exerce plus qu'un contrôle très faible sur ces sociétés. Hormis dans les grandes villes qui disposent de leurs propres services industriels, il n'est désormais presque plus possible d'influencer localement, par voie démocratique, les modes de production d'électricité.

OÙ EST PASSÉ L'INDIVIDU?

S'agissant de l'écologie, le manifeste propose une grille de lecture bienvenue et très éclairante. L'écologie ne saurait être traitée pour elle-même, car un projet écologiste est impensable sur fond d'accès inéquitable aux ressources naturelles; l'équilibre ne peut se fonder sur des déséquilibres.

On relèvera cependant que le manifeste fait l'impasse sur la place de l'individu dans cette lutte pour une gestion plus économe des ressources naturelles. L'écologie est également une invitation à repenser son propre rapport aux ressources naturelles. Une répartition plus équitable des ressources naturelles passe nécessairement par une diminution de la consommation de ressources dans les couches nanties de la population. Or, une «autolimitation démocratiquement décidée» n'est possible qu'avec un changement profond de conscience au niveau individuel. Le peuple suisse acceptera-t-il de limiter sa propre consommation de zones à bâtir pendant vingt ans comme le demande l'initiative pour le paysage? Le combat contre le modèle productiviste ne passe pas uniquement par une redéfinition des rapports de production. Il implique également une prise de conscience individuelle de la «finitude» de la planète. Sur les deux tableaux, il reste encore beaucoup à faire...

Raphaël Mahaim

RAPPORTS NORD-SUD

Camarades, encore un effort...



Qu'est-ce qui est privé, qu'est-ce qui est public?

Hans Schäppi est le président du Solifonds - Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le Tiers-Monde.

Le problème principal qui se pose aujourd'hui à mon avis aux mouvements de gauche, après la chute des soi-disant «socialismes réels» et la crise profonde de la social-démocratie, réside dans l'absence d'alternatives claires. Il est donc précieux de trouver dans le manifeste publié pour l'anniversaire du journal *Pages de gauche* l'esquisse d'une position de principe. Je me demande néanmoins pourquoi une nouvelle définition d'un ordre social alternatif – le socialisme – n'a pas été tentée dans le premier point de ce manifeste.

DÉMOCRATIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Il est bien sûr correct d'affirmer que la démocratie, comme moyen et comme but, doit jouer un rôle central dans une telle entreprise. La démocratie, c'est-à-dire l'égalité des droits et des conditions aussi grande que possible, non seulement dans le domaine politique mais également dans les domaines sociaux et économiques, ne saurait néanmoins suffire seule en tant que ligne d'horizon en principe organisateur. À raison la liberté est éga-

lement citée dans ce texte, qui n'est pas réduite à la liberté économique, mais est au contraire définie comme la possibilité pour chaque être humain de développer ses capacités et ses potentialités créatives, dans le respect de la différence. Comme le disait Marx: le socialisme est la société dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

UN NOUVEL INTERNATIONALISME

Ce qui manque totalement dans la première partie du manifeste est la *solidarité*, la troisième valeur fondamentale des mouvements révolutionnaires. Le socialisme est une société dans laquelle tous les êtres humains, sans exception, sont reconnus et respectés, à l'inverse des discriminations, exclusions et mauvais traitements infligés de manière croissante à nos contemporains.

Afin de se battre pour une société fondée sur l'égalité, la liberté et la solidarité, les rapports de domination actuels doivent être dépassés. Il s'agit bien sûr, comme le souligne le deuxième point, des rapports d'exploitations fondés dans les rapports de propriété capitalistes. Mais il est tout aussi important de dépasser d'autres rapports de domination: le patriarcat, le racisme, et les rapports de dépendance des pays du Sud aux pays impérialistes du Nord. Il me semble que dans un document de fond, on ne peut pas éviter le concept d'*impérialisme* si l'on veut analyser la folie militariste et la violence qui a pour objets le pétrole, l'eau et les autres ressources naturelles.

Alors que, dans les pays centraux du capitalisme, la crise peut être adoucie de diverses manières, les populations des pays du Sud ont subi, et continuent de subir, de manière bien plus brutale les politiques néolibérales. La solidarité internationale et la collaboration avec les mouvements et les syndicats de ces pays jouent un rôle bien trop marginal chez nous. À côté de la défense des conquêtes sociales,

de la démocratisation de l'économie et de la politique, et des luttes contre les discriminations et les exclusions, la construction d'un nouvel internationalisme doit donc être une des lignes directrices principales d'une politique de gauche.

TRANSFORMATION DE L'ÉTAT

Il faut bien sûr donner raison au manifeste lorsqu'il explique, dans son quatrième point, que si l'on veut atteindre une société socialiste, l'État doit être, si ce n'est détruit, en tout cas profondément remanié. Il s'agit d'un thème tout à fait important, et je ne pense pas être le seul à souhaiter en apprendre un peu plus. Il existe aujourd'hui non seulement une intéressante discussion sur les limites de la démocratie représentative, mais également des approches et des expériences alternatives en Amérique latine. Comment devrions-nous les évaluer à l'aune de notre «démocratie semi-directe»? Dans la dynamique capitaliste de la globalisation, il n'y a pas d'équilibre en ce qui concerne la politique. Soit nous retombons dans une démocratie de façade dominée et manipulée par les médias capitalistes, soit nous arrivons à lui insuffler une nouvelle force, en l'appuyant sur des mouvements sociaux combattifs.

Mais ceci, nous n'y arriverons pas si nous ne menons pas une critique dure et claire du réformisme comme idéologie et comme pratique de l'absence d'alternative et de la dépolitisation, qui travaille activement à l'émergence de l'extrême droite. Les problèmes de notre temps ne pourront être résolus par consensus avec les élites dominantes: il faut une rupture franche avec la démocratie de concordance et le corporatisme collaborationniste. Dans un manifeste «pour une gauche de gauche», il aurait donc fallu accorder plus de poids au problème de la démocratie interne au parti, mais également à celle des syndicats.

Hans Schäppi

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

NUMÉRO 100

La position de *Pages de gauche*: sept thèmes centraux

Qu'est-ce qu'une gauche de gauche?

1. LA DÉMOCRATIE

«*La démocratie est à la fois moyen et fin, indissociablement.*»

La démocratie est le principe politique qui affirme la primauté de l'égalité entre tous les êtres humains, la sauvegarde de leur liberté individuelle et collective, l'importance de leur émancipation, et la nécessité d'imaginer des institutions pour garantir cela.

Lorsque nous disons égalité, nous pensons non seulement à l'égalité devant la loi, mais plus radicalement à l'égalité effective de participation aux décisions politiques. Cela signifie notamment que l'on établit en même temps une égalité de compétences politiques. Par liberté, nous entendons la capacité pour chacun·e de déterminer soi-même la vie qu'il ou elle souhaite vivre, les opinions qu'il ou elle veut défendre, les actions qu'il ou elle désire entreprendre. Cette capacité doit être entretenue sans fin, et elle n'est possible que dans une cité libre, c'est-à-dire où les citoyens déterminent col-

lectivement les fins propres de leur cité. Ceci présuppose de disposer d'institutions elles-mêmes libres. La valeur d'émancipation rappelle que, contrairement à ce que dit la droite, la classe ouvrière n'a pas disparu, elle a changé. Elle se retrouve dans le secteur des services, elle s'est féminisée, elle s'est diversifiée, mais 90% de la population mondiale appartient à cette classe opprimée. Avec Marx, nous pensons que la libération des travailleur·euse·s ne pourra venir que des travailleur·euse·s eux·elles mêmes; la démocratie ne peut exister que si cette classe opprimée s'organise pour s'arracher aux dominations et sujétions qui la contraignent. Nous nous opposons à toute vision qui voudrait amener le socialisme «par en haut».

Aujourd'hui, dans le cadre de l'État capitaliste, la qualité des démocraties est hautement insatisfaisante dans tous les régimes connus, y compris ceux considérés comme les plus aboutis. Ainsi, si la démocratie dans ses principes centraux est une notion simple, sa mise en œuvre, son institutionnalisation est, elle,

infiniment difficile et toujours retardée. Indiquons seulement que l'égalité, la liberté et l'émancipation constituent aussi des principes d'action. C'est en ce sens que la démocratie est à la fois moyen et fin, indissociablement.

2. LA PROPRIÉTÉ

«*En voulant dépasser le capitalisme, nous voulons abolir la propriété lucrative, en la remplaçant par une propriété collective, publique ou commune.*»

Nous voulons un monde dans lequel chaque être humain puisse être libéré au maximum des contraintes matérielles de l'existence. Aujourd'hui, l'humanité dispose, à l'échelle mondiale, de la capacité de produire d'immenses richesses matérielles. Mais, la production de ces richesses est organisée selon le système capitaliste, fondé sur l'exploitation de la majorité qui se voit dépossédée des fruits de son travail et souvent réduite à la pauvreté. En outre, les richesses sont plus qu'inégalement réparties,

concentrées entre les mains d'une petite fraction de la population.

L'origine de cette contradiction se trouve dans la propriété privée. Nous défendons la propriété d'usage. Chacun-e doit pouvoir posséder les moyens immédiats de son existence: logement, meubles, habits, etc. Le problème se situe dans la propriété lucrative, c'est-à-dire la propriété qui va au-delà de son usage personnel et qui implique l'exploitation du travail d'autrui: propriété foncière, propriété privée des moyens de production (outils, usines, machines, etc.) et propriété financière. L'origine de l'inégalité se situe ici, lorsque la classe détenant la propriété lucrative peut organiser l'exploitation de l'immense majorité de la population à son profit.

En voulant dépasser le capitalisme, nous voulons abolir la propriété lucrative, en la remplaçant par une propriété collective, publique ou commune. Cette propriété publique, étatique, collective, existe aujourd'hui partiellement grâce aux services publics, au mouvement coopératif, à la socialisation partielle des salaires (droit du travail ou assurances sociales) et à la nationalisation de certaines industries.

3. L'ÉCONOMIE

«La démocratisation de l'économie signifie la démocratisation de la production et la démocratisation de l'accès.»

La conquête de la démocratie sociale et économique est un défi majeur de la social-démocratie du XXI^e siècle. Aujourd'hui, la propriété lucrative donne à celles et ceux qui la détiennent un pouvoir absolu dans l'organisation de l'économie. La production ne vise pas à satisfaire des besoins démocratiquement exprimés, mais à satisfaire la demande solvable, c'est-à-dire les besoins de celles et ceux qui ont de l'argent. La démocratisation de l'économie signifie donc deux choses

fondamentales: la démocratisation de la production d'une part, la démocratisation de l'accès d'autre part.

La démocratisation de la production signifie, à l'échelle macro-économique, que les décisions majeures d'investissement répondent non aux besoins du profit, mais aux besoins de la population, exprimés démocratiquement. Il faut donc organiser des formes de planification démocratique de l'investissement, notamment par une prise de contrôle publique du pouvoir financier. À l'échelle micro-économique, celle des unités de production, l'auto-gestion et la participation démocratique doivent prévaloir sur l'organisation autoritaire du travail. Ce sont les travailleuses et les travailleurs des unités de production qui sont les mieux placés pour organiser la production.

La démocratisation de l'accès signifie qu'il est urgent d'instaurer une planification étatique de la production de biens et services fondamentaux pour que les besoins de tou-te-s les habitant-e-s soient satisfaits, indépendamment de leurs ressources. Cette planification ne peut être organisée que démocratiquement, les décisions devant être prises en fonction des besoins réels et non pas tels que fantasmés par une bureaucratie déconnectée de la réalité. Dans ce cadre, il s'agit d'imaginer des mécanismes, telle l'allocation universelle et inconditionnelle, qui assurent la satisfaction des besoins fondamentaux pour tou-te-s.

4. L'ÉTAT

«L'objectif de la gauche ne peut être seulement de gérer l'État à la place de la droite; elle doit également remettre en cause ses modes de fonctionnement.»

Il convient aujourd'hui de rappeler que la logique de fonctionnement et le développement de l'État, ne sont pas des objectifs politiques de gauche. En effet, l'État

accompagne historiquement le déploiement du capitalisme et n'en constitue nullement l'ennemi.

L'État exerce néanmoins d'indéniables fonctions dé-marchandisantes. Que l'on songe par exemple aux systèmes de protection sociale et



Propriété, appropriation, expropriation

de redistribution économique, à l'atténuation des effets les plus négatifs du capitalisme, au développement des services publics, au caractère émancipateur de l'éducation universelle ou, dans certains cas, de l'application des droits fondamentaux. Ces avancées sont essentielles, et doivent être protégées et étendues.

De la sorte, il faut se battre à la fois dans l'État et contre l'État. Se battre dans l'État signifie le démocratiser au maximum, faire en sorte qu'il fonctionne comme expression de la volonté collective démocratiquement exprimée et non comme instrument d'oppression au service de la minorité possédante. Se battre contre l'État signifie dégager des espaces de coopérations et de régulations collectives non-étatiques. Ainsi il est nécessaire d'imaginer, de développer et de mettre en place des formes d'organisations collectives n'incluant pas obligatoirement la médiation de l'État, comme cela existe dans les coopératives de logement ou d'accueil des enfants.

Enfin, il y aurait une incohérence grave à transformer ce qui doit ne rester qu'un moyen en fin pour elle-même. En ce sens, il convient de mettre en garde contre la tentation de défendre aveuglément l'appareil d'État pour lui-même. L'objectif de



la gauche ne peut être seulement de gérer l'État à la place de la droite; elle doit faire autre chose de ce dernier, et en particulier remettre en cause les modes de fonctionnement. Cela ne peut se faire qu'en "désétatisant" la société (en laissant à celle-ci l'initiative de l'invention sociale, politique et institutionnelle), la politique (en encourageant la participation populaire et les mouvements sociaux) et la démocratie (en affirmant qu'un pouvoir démocratique doit toujours prévaloir sur l'État).

5. L'INDIVIDU ET LA COLLECTIVITÉ

«L'État de droit a pour fonction de définir et protéger les différentes sphères d'action des individus.»

Nous saluons l'instauration de l'État de droit en ce qu'il a pour fonction de définir et protéger les différentes sphères d'action des individus. En particulier, il y a lieu de protéger

une sphère privée, une sphère où la collectivité n'a pas à s'immiscer (choix du partenaire, de l'orientation politique, des avis défendus, etc.), par des règles de droit au caractère général, protecteur contre l'immixtion induite de l'État.

Cependant, la définition des limites de la sphère privée doit relever d'une décision démocratique. Ce que l'État de droit protège, ce n'est donc pas seulement l'individu contre la collectivité, mais aussi le choix démocratique de la collectivité face au contrôle qui se fait jour aussi bien au sein de l'appareil d'État qu'au sein des structures privées.

Contre les tenants de l'ultra-libéralisme, il faut bien sûr aussi imposer des limites aux relations d'échanges et assurer l'égalité entre les individus (par exemple en imposant des salaires minimaux influant dans le rapport de travail), ce qui est la tâche de la sphère publique. Ce n'est également qu'au sein d'un État démocratique que l'on peut débattre des institutions à reconnaître et à protéger dans la sphère privée. En tant qu'expression de la volonté démocratique, celles-ci sont appelées à être constamment repensées et modifiées. L'État de droit doit fonctionner comme outil de la démocratie, sans que le droit soit rabaisé à la simple expression des rapports contractuels capitalistes.

6. L'ÉCOLOGIE

«L'écologie est essentiellement une question sociale, celle de la distribution des biens et des maux environnementaux.»

Le respect de l'être humain et de son environnement sont des éléments indissociables. Les ressources et les capacités de régénération de la planète doivent être utilisées de manière à satisfaire les besoins de la population à l'échelle mondiale. L'accroissement aveugle de la production et de certaines consommations peut conduire à des catastrophes, des pollutions et des situations de pénurie,

qui touchent d'abord les plus démunis. En ce sens, l'écologie est essentiellement une question sociale, celle de la distribution des biens et des maux environnementaux, qui ne s'arrête pas à la question climatique, mais inclut l'accès aux ressources vitales (eau, air, sol, nourriture, etc.) et la manière dont nous organisons nos rapports à la "nature".

La logique capitaliste n'est pas capable de résoudre cette équation car la recherche de profit pousse à la consommation et à la production en vue du profit, sans considérations sociales ou environnementales. Vouloir utiliser les instruments du marché comme autant de moyens de lutter contre la crise écologique ne fait que renforcer les inégalités socio-écologiques. De la sorte, la réappropriation du contrôle démocratique des rapports à la nature et une autolimitation démocratiquement décidée de la consommation sont les seules réponses crédibles que l'on puisse envisager.

7. LES MODES D'ACTIONS

«Dans un contexte de majorité de droite, la logique d'action doit être celle de l'opposition.»

Le socialisme démocratique se préoccupe autant du contenu de son programme que de la manière de l'appliquer, s'agissant en fin de compte de deux questionnements interdépendants. À n'importe quel niveau d'action, la vision à long terme doit guider l'action immédiate.

Réformisme

Une action visant uniquement à l'atténuation des conséquences du système ne peut être acceptée. Elle aurait pour conséquence de nier les contradictions fondamentales de la société capitaliste et de contribuer à terme à la renforcer. La tâche de la gauche ne doit pas ainsi se limiter à une politique

des petits pas et des stratégies de consensus avec les représentant·e·s de l'idéologie dominante. Les réformes sociales qui laissent intactes la structure de pouvoir de la société doivent laisser la place à une logique globale de transformation du système. Ce combat peut et doit se mener dans trois domaines:

a) dans les mobilisations sociales et associatives

La lutte pour le socialisme doit reposer sur, et développer, des mouvements sociaux forts capables d'établir un rapport de force avec les possédant·e·s et de mettre sous pression le système. Elle doit également développer autant que possible une «contre-société» non capitaliste avec ses institutions autonomes, ses associations, ses lieux d'éducation populaire, sa presse, ses institutions culturelles, etc.

La violence sous ses différentes formes est une caractéristique intrinsèque du capitalisme. À cette violence structurelle, les socialistes ont répondu par l'action démocratique appuyée sur des mobilisations massives. Nous nous inclinons à la mémoire de toutes les victimes de la répression, qu'elle soit venue de la droite ou du stalinisme, et nous admettons que dans certaines situations d'auto-défense, la violence armée reste l'ultime moyen de lutte de la classe ouvrière.

b) dans la sphère politique et institutionnelle

Dans un contexte de majorité de droite, notre logique d'action doit être celle de l'opposition. Le principe de collégialité est à combattre dans la mesure où il n'est qu'un outil du système pour faire taire toute forme de contestation et présenter une image faussement unie et stable des autorités. La recherche du pouvoir et son exercice ne constituent jamais un but en soi.

c) sur le lieu de travail

Le syndicalisme, pour être fort, doit être capable d'offrir

des alternatives sociales et sortir du sectorialisme ou du corporatisme. Il doit également être attentif aux solidarités internationales qu'il est possible de développer. Ces mouvements doivent éviter de tomber dans l'unique lutte au jour le jour et au cas par cas, sans vision à long terme. Il ne suffit pas non plus de se battre pour la préservation des acquis sociaux actuels mais de développer des mouvements de contestation et de propositions organisés.

Si ces trois domaines ont été présentés séparément, leurs actions ne doivent en aucun cas être cloisonnées. Les liens et les dépendances entre eux doivent être reconus et renforcés.

Formation

Pour créer un rapport de force et impliquer la population dans l'action des mouvements de gauche, l'échange de savoir, la communication sur le rôle et objectifs de la gauche sont des enjeux centraux. Dans ce cadre, il est nécessaire de lutter contre l'antagonisme infondé entre la "base" et des dirigeant·e·s aux accents paternalistes, entre celles et ceux qui savent et les autres qui ne font qu'écouter. La formation doit être comprise au sein des trois sphères d'action décrites précédemment, comme une transmission de savoirs respectifs et complémentaires.

Partis politiques

Le regroupement en partis doit permettre d'agir conjointement et à poids égal dans le cadre des deux premiers domaines décrits plus haut. Le travail au sein des autorités politiques doit s'appuyer sur une action forte des mouvements sociaux et associatifs. La déconnexion entre autorités et population est une conséquence immédiate du poids trop important accordé au succès électoral, devenu une fin en soi.

Ainsi, il est nécessaire de rappeler l'importance d'une base programmatique forte ainsi que d'une analyse de

fond des enjeux politiques, détachée de la *realpolitik* et des intérêts électoraux immédiats. Le regard doit être porté à long terme. Ceci n'est possible que si le fonctionnement des partis de gauche est lui-même profondément démocratique.

Finalement, un parti doit se comprendre comme la composante nationale d'un mouvement plus large, à visée internationaliste. Il est dès lors essentiel de développer le travail international tant sur le plan de la formation idéologique que dans des actions concrètes.

Stratégies d'alliance

En tant qu'aspiration à une transformation radicalement démocratique de la société, abandonnant les rapports d'exploitation engendrés par le capitalisme, le socialisme démocratique n'est pas l'apanage d'un parti. Ses partisan·e·s se trouvent dans différents partis et mouvements sociaux; force est aussi de reconnaître que tou·te·s les membres du parti socialiste ne se reconnaissent pas dans notre conception du socialisme démocratique.

Les alliances, qu'elles soient programmatiques ou électorales, doivent être avant tout fondées sur une communauté d'objectifs et de valeurs. En nous revendiquant du socialisme démocratique, nous aspirons à rassembler les représentant·e·s de ce mouvement, qu'elles-ils se trouvent regroupés au sein d'un parti socialiste ou d'autres mouvements partageant des valeurs et des visées communes. Les alliances avec la droite n'ont pas à être recherchées, en raison des profondes différences idéologiques qui nous divisent; la lutte contre la montée d'une droite antidémocratique, autoritaire et fasciste ne doit pas conduire à des alliances avec une «autre» droite, s'il n'existe aucune justification idéologique à cette alliance.

DROIT ET DÉMOCRATIE

Repenser radicalement la démocratie, l'État et les droits

Christophe Tafelmacher est avocat, membre de l'Organisation socialiste libertaire.

Cela fait 25 ans que les capitalistes et les dominant·e·s ont déclaré la guerre sociale contre notre cadre de vie et de droits, par le biais notamment de la «chasse aux abus». Un exemple édifiant est donné par l'aide d'urgence dans des situations de détresse, garantie par la Constitution fédérale en tant que droit à un «minimum de survie» appartenant à tout individu, quelle que soit sa nationalité et quel que soit son statut. Appliquée aux personnes déboutées du droit d'asile, l'aide d'urgence n'offre que des conditions de vie inhumaines, devenue un outil de contrainte, de découragement et d'humiliation. L'administration a renversé le sens de la survie, en contraignant les personnes concernées à s'en contenter pour les pousser à quitter «volontairement» le territoire.

DU DROIT À LA CONTRAINTÉ

Cette transformation de droits opposables à l'État en mesures de contrainte sur les citoyen·ne·s, s'est généralisée comme nouvelle forme de résolution des problèmes sociaux. On retrouve en effet la «chasse aux abus» et ses effets délétères sur les droits des individus dans l'assurance-chômage, dans l'assurance-invalidité, ou encore dans l'aide sociale.

Nous faisons face au remplacement de l'État-providence par l'«État méfiant», à la croissance exponentielle de l'injustice sociale inscrite dans les lois, au démantèlement des droits

fondamentaux et à l'usage immodéré de la contrainte étatique. Il est alors essentiel de revendiquer une position d'indignation et de résistance à l'oppression, ainsi que la désobéissance civile active en cas de désaccord fondamental avec les autorités.

Mais, au-delà, l'urgence est à la reconstruction du système politique et juridique dans une perspective radicale combinant égalité et liberté. En effet, selon l'expérience des mouvements sociaux, les canaux officiels et les procédures formelles de la démocratie représentative ont été trop souvent des obstacles au respect des droits fondamentaux des êtres humains, y compris en Suisse avec sa démocratie semi-directe.

Constitution, Déclaration de droits, lois, système électoral, ne peuvent pas en eux-mêmes garantir la paix, la justice et l'égalité. Cela exige un combat permanent, des débats incessants impliquant l'ensemble des citoyen·ne·s et un nombre infini d'organisations et de mouvements qui imposent leur pression sur tous les systèmes établis.

DES DROITS POUR DÉPASSER LA NATION

Les dominé·e·s ne doivent rien attendre des personnes ou des forces qui leur sont extérieures, mais créer leurs propres conditions de lutte et puiser en eux et en elles leurs moyens d'action. Enfin, il est temps d'abandonner la vision actuelle de la construction des droits dans le cadre exclusif de l'État national, avec les impasses que cela implique pour les personnes non-nationales. Élaborons le «droit d'être là»,

à savoir la détermination des droits de chaque être humain et de leur exercice par le choix de s'établir sur un territoire avec l'intention d'y séjourner durablement, indépendamment de la nationalité. D'ailleurs, dans une démocratie comprise comme mouvement permanent de création de la politique et de construction des droits, l'identité du sujet politique ne réside pas dans sa participation au pouvoir, mais bien dans son droit à avoir des droits.

Christophe Tafelmacher



*L'État,
c'est eux!*

SYNDICALISME

S'organiser dans l'action

Julien Eggenberger est président du SSP-Vaud et membre du comité directeur du PSV.

L'excellent document proposé par la rédaction de *Pages de Gauche* propose une vision cohérente et bienvenue d'un engagement concret de gauche. Il insiste sur les modes d'action et présente brièvement quelques considérations sur les lieux de travail. En effet, dans un climat politique dégradé et peu favorable à la défense des intérêts des salarié-e-s de ce pays, il est encore plus important de réfléchir

à s'organiser ensemble! Dans ce domaine, les organisations syndicales ont un rôle déterminant à jouer. Or, le constat d'une situation peu favorable peut parfois favoriser une logique d'appareil qui viserait à échanger la paix du travail contre l'institutionnalisation des syndicats. Dans ce domaine, de nombreuses organisations, en particulier dans le syndicalisme chrétien, ont prouvé que leur intérêt propre primait toutes autres considérations.

POUR L'AUTONOMIE

Les mouvements syndicaux doivent s'inscrire dans l'action

et surtout l'autonomie des travailleuses-eurs. La construction des appareils syndicaux doit être conçue pour que les centres de pouvoir appartiennent aux travailleuses-eurs militant-e-s et le rôle des secrétaires syndicaux doit être mis en débat, notamment dans les secteurs où l'on constate une progressive déconnexion des lieux de travail avec une part grandissante de personnes extérieures aux secteurs d'activité.

Les organisations syndicales sont le levier le plus puissant pour arracher la part la plus importante des profits du système capitaliste, pour "vendre" la force de travail le plus cher possible. Ces organisations sont aussi un outil qui peut avoir pour fonction de contenir la volonté d'émancipation des travailleuses-eurs, notamment par la mise en place de dispositifs conventionnels extrêmement restrictifs quant aux capacités d'action autonomes des travailleuses-eurs, par un fonctionnement centré sur l'appareil syndical et par la confiscation de la maîtrise des connaissances sur les droits et les conditions matérielles. Contre ceci, la démocratisation doit être un objectif permanent au sein des appareils syndicaux, le financement des syndicats par les dispositifs conventionnels doit être limité strictement au fonctionnement des organismes paritaires et la formation à "l'autodéfense" encouragée. Par ailleurs, les organisations corporatistes qui vivent de la division des salarié-e-s en "groupes d'intérêt" et soutiennent, de fait, la politique patronale d'encouragement de la division et de l'arbitraire doivent être dénoncées. Un syndicat doit être interprofessionnel et non pas un regroupement d'associations corporatistes.

Seuls, isolés, les salarié-e-s ne font pas le poids. Se rassembler et s'unir est dès lors indispensable. L'organisation n'est finalement qu'un outil aux mains des travailleuses-eurs. Leur engagement est donc la condition première!

Julien Eggenberger

SOCIAL

«Il y aura toujours des révoltes»

Beat Ringger est secrétaire central du Syndicat des services publics (SSP-VPOD) et secrétaire dirigeant de Denknetz.

Je suis très heureux que *Pages de gauche* se prononce sans détour en faveur du dépassement du capitalisme. Le capitalisme mutile le potentiel de développement des êtres humains, les isole et les monte les uns contre les autres. Il sape les bases naturelles de la vie. Nous devons démocratiser les décisions démocratiques essentielles, et nous avons besoin d'un autre mode de vie – sur le long terme, c'est une question de survie.

Aussi longtemps que l'oppression et l'exploitation subsisteront, il y aura toujours des révoltes, les êtres humains se rebelleront et chercheront des alternatives. De telles révoltes ne sont pas toujours bruyantes et n'investissent pas toujours les rues. Après Fukushima, nous avons vu en Suisse une telle révolte silencieuse. Les cercles dirigeants l'ont très bien compris. Ça n'est malheureusement pas le cas de

la direction du PSS: au lieu de chercher immédiatement une alliance avec les Verts, de formuler et de réclamer ensemble les principales exigences, afin que le lobby suisse de l'atome débarrasse le plancher, Christian Levrat a préféré lancer un débat absurde pour savoir qui, des Verts ou du PS, est le plus écologiste. On le voit clairement: une politique qui se perd dans l'électoratisme, perd également son flair pour les révoltes. Vous soulignez à très juste titre l'importance des oppositions syndicales, de la société civile et des mouvements sociaux. C'est là que se construit l'espace permettant l'expérience autonome de la solidarité.

Cette solidarité doit être renforcée. Pour cela nous avons besoin d'une gauche qui veuille tenir tête au capitalisme. Pour se développer, une telle gauche a besoin de plusieurs lieux favorisant la pensée collective et les échanges constructifs. En Suisse allemande, *Denknetz* a pris cette place. Cela me réjouirait que nous arrivions à l'avenir à mener avec vous des débats, par-delà le *Röstigraben*.

Beat Ringger

ÉCOLOGIE

L'écologie n'est pas naturelle

Jacques Mirenowicz et Susana Jourdan ont fondé *LaRevue-Durable* en 2002 et l'animent depuis lors (www.larevuedurable.com).

Quoi de plus naturel que d'aspirer à l'égalité et à la liberté? Il y a là de quoi motiver un plaidoyer extrêmement cohérent sur le caractère irremplaçable de la démocratie pour atteindre ces objectifs fondamentaux en organisant au mieux l'accès à la propriété, l'économie, l'État et les places et les rôles respectifs des individus et des collectifs.

L'écologie, sur cet arrière-fond, fait surgir tout autre chose: une série de limites que la société de consommation de masse et l'industrialisation incitent, pour son immense malheur, à transgresser de plus en plus. Il est pourtant obligatoire de placer le respect de ces limites au cœur de toutes les institutions si l'on prétend créer les conditions

physiques d'un avenir gérable et pacifique, du local au planétaire.

Toute la tragédie de la crise écologique en cours s'enracine là: l'aspiration à l'écologie ne va pas de soi. Moins, en tout cas, que le sens de la justice sociale ou de l'émancipation. Rien ne prouve ou laisse penser qu'un simple surcroît démocratique débouchera sur le choix de préserver la Biosphère.

CHANGEMENT DE VALEURS

Pour que cela soit le cas, il faut que l'éthos de la société, ses valeurs, ses convictions intimes changent. Individus et collectifs doivent *vouloir* sortir des énergies fossiles, du nucléaire, de l'agro-industrie, de la voiture individuelle à tout crin, du résidentiel étalé à perte de vue, de la surenchère consumériste... pour vivre mieux.

Les arguments objectifs en faveur de ce choix global sont pléthoriques. Le changement climatique sera insupportable si on ne réduit pas au plus vite et mas-

sivement les émissions de gaz à effet de serre. Le nucléaire est ingérable: déchets, accidents, prolifération, etc. L'agro-industrie détruit tout: les sols, les grands cycles de l'azote et du phosphore, la biodiversité, le climat, la petite agriculture familiale vitale pour nourrir le monde, etc. Mais force est de constater que les peuples ne portent pas au pouvoir les politiques qui, partant de ces constats, proposent une véritable alternative écologique.

Pour sortir de cette ornière, il faut notamment associer l'écologie aux idéaux d'égalité et de liberté. Les maux environnementaux – locaux et globaux – créent une inégalité sans précédent et privent de la liberté de vivre comme elles l'entendent des centaines de millions, voire des milliards de personnes. Jamais la prise en compte de l'écologie n'a autant déterminé l'accomplissement des plus hauts idéaux démocratiques.

Jacques Mirenowicz et
Susana Jourdan

ÉCOLOGIE

Préparer l'après-capitalisme

Jean-Marie Harribey est économiste (Université Bordeaux IV), ancien coprésident d'Attac-France, et actuellement coprésident des «Économistes atterrés».

L'écologie est une question sociale à plusieurs titres. D'abord parce que les dégâts de la pollution et les conséquences du réchauffement climatique frappent et frapperont surtout les populations les plus pauvres dans le monde. Ensuite parce que le développement du capitalisme qui se nourrit d'un productivisme sans fin épuise les ressources et rend celles-ci de plus en plus inaccessibles à ceux dont le pouvoir d'achat est insuffisant ou inexistant. En particulier, plus d'un milliard de

personnes n'a pas accès à l'eau potable, et des centaines de millions vivant dans les campagnes d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique du sud sont privés de terre.

Il s'ensuit que l'imbrication des questions sociale et écologique pose le problème des biens communs de l'humanité. L'eau, l'air, les ressources naturelles épuisables, les connaissances doivent, par construction politique démocratique, devenir des biens communs, c'est-à-dire des biens dont l'accès est garanti pour tous. Cela est tout à fait possible. D'une part, certaines choses, comme les connaissances, ne disparaissent pas quand on les partage ; au contraire, plus elles se répandent, plus elles s'améliorent. D'autre part, celles dont la quantité est limitée, comme l'eau, les métaux rares ou certaines ressources énergétiques,

peuvent être socialisées en organisant leur paiement collectif et leur répartition équitable.

Or, les plus puissants *lobbies* de la planète, aidés en cela par l'Organisation mondiale du commerce, entendent au contraire généraliser le droit de propriété à tout ce qui est déjà de l'ordre du commun ou qui pourrait potentiellement le devenir. La brevetabilité du vivant et des connaissances et la privatisation des organes d'éducation, de formation universitaire et de la recherche sont les moyens pour étendre toujours plus loin le champ de l'accumulation du capital. Quand l'éducation, l'innovation et la recherche sont mises au service de la logique de rentabilité, la catastrophe sociale et écologique n'est pas loin. Fukushima nous en apporte dramatiquement la preuve.

Jean-Marie Harribey

MOYENS D'ACTION

«La politique est chose trop sérieuse pour être laissée aux gens sérieux»

Pascal Holenweg est vice-président du Parti socialiste genevois et rédige une *newsletter* quasi quotidienne sur l'actualité (que l'on peut retrouver sur: pascal-holenweg.blogspot.com).

Tout ce que dit, sur les méthodes de l'action politique, *Pages de Gauche* dans son manifeste est bel et bon, mais peut-être y manque-t-il quelque chose... quelque chose qui manque cruellement à notre action politique, quelque chose que quelques grands ancêtres connaissaient, et pratiquaient, et qu'il semble que nous ayons perdu en route sur les marches du pouvoir, ou de ses antichambres: la capacité d'introduire dans tous les fonctionnements sociaux, c'est-à-dire dans chacun et dans le moindre d'entre eux, l'élément de trouble qui non seulement le perturbera, mais permettra d'en rendre évident le caractère fondamentalement arbitraire.

PRODUIRE DU DÉSORDRE

Nous avons donc à mettre au point, pour chacune des situations dans lesquelles l'individu se trouve confronté à une norme sociale, l'élément – l'acte, le lieu, la structure éphémère, la parole – qui désarticulera et délégitimera cette norme, moins d'ailleurs pour réaliser nos objectifs que pour en manifester à la fois la possibilité, la légitimité et l'urgence.

Nous savons (ou devrions avoir appris, de l'histoire) que la ligne droite est toujours le chemin le plus con pour aller d'un point à un autre. Nous savons que cette règle vaut plus encore pour la politique que pour le déplacement. Il nous incombe peut-être d'en faire

la démonstration publique, sur le terrain de tous les changements possibles.

S'ÉLOIGNER DES INSTITUTIONS

Le temps de l'action politique ne devrait plus, pour nous, être capté par les institutions mêmes dont nous voulons nous débarrasser – ou, à tout le moins, que nous voulons changer, *radicalement e da capo*. Entre attentisme et défensive, la gauche a monnayé une illusion d'influence en la payant d'une évidence d'impuissance – sauf bien sûr à considérer comme une "puissance" la capacité de propulser quelques un-e-s des sien-ne-s dans les sphères du pouvoir que l'on était supposé combattre – ou changer.

La réduction du rôle des partis de gauche à celui de bureau de placement pour candidat-e-s à la haute fonction publique ou à la politique professionnelle, et du rôle des syndicats à la fonction de bureau de réclamation sociale du capitalisme, laisse à l'inventivité politique (révolutionnaire par conséquence, sinon par définition) un champ considérable.

RETROUVER LE SENS DE L'HUMOUR

Et si ce champ en friche était celui de l'humour, de l'ironie, de la dérision? Le pouvoir ne s'exerce jamais si bien, c'est-à-dire si lourdement, que sur des

gens tristes. La tristesse isole et le pouvoir doit isoler les un-e-s des autres celles et ceux sur qui il s'exerce, précisément pour pouvoir continuer à s'exercer sur eux – ce qui justifiera d'ailleurs leur tristesse.

La politique est chose trop sérieuse pour être laissée à des



gens sérieux. Nous ne devrions pas l'être, ou du moins pas l'être autant: si les révolutionnaires avaient été moins tristes, sans doute leurs victoires auraient été plus heureuses. Ce que nous avons à faire, nous avons à le faire en riant. Des autres, évidemment. Mais de nous aussi. Ou de nous surtout?

Pascal Holenweg

PAGES DE GAUCHE

Troubler la gauche

La discussion est donc lancée. Les réactions nombreuses, variées et toujours pertinentes à notre texte ont montré une fois de plus que le chantier socialiste est énorme. C'est malgré tout plutôt rassurant, et cela démontre, s'il en était encore besoin, que la pensée socialiste est en mouvement, qu'elle est multiple et dynamique.

Ce numéro anniversaire de *Pages de gauche* tombe donc à point nommé, non pas tant pour faire le point ou une synthèse, mais pour animer le projet socialiste, pour redonner de l'oxygène au feu de l'émancipation sociale.

Des réactions suscitées par notre manifeste, il en ressort des informations très riches et de nombreux points communs. Ainsi, il paraît évident qu'il y a la nécessité de faire front face aux attaques des dominant·e·s et des possédant·e·s. Toutefois, cette nécessité de faire front n'implique pas, contrairement à d'autres temps, de s'aligner sur une pensée, une pratique unique. Au contraire, il ressort que la diversité dans les pratiques et pensées socialistes est ou sera notre force. Cette multitude est présente et soulignée par chacun·e des intervenant·e·s.

MULTITUDE

À ce titre, les réactions suscitées par rapport aux modes d'actions sont révélatrices. Il y est rappelé l'importance de contribuer à l'émergence de mouvements syndicaux autonomes et transversaux, sous le

contrôle des travailleuses-eurs eux-mêmes. Les structures centralisées, niant toute démocratie interne et la représentation des travailleuses-eurs, ne font en fin de compte que le jeu du patronat. Cette multitude s'inscrit dans l'hétérogénéité des forces socialistes.

Comme les syndicats, les partis socialistes sont parfois devenus des outils bureaucratiques, qui se sont autonomisés des travailleuses-eurs et des militant·e·s. Raphaël Mahaim nous rappelle ainsi – en prenant l'exemple des sociétés anonymes dont l'État est l'actionnaire majoritaire – qu'il faut lutter «sans faillir contre le processus d'autonomisation des sphères de décision sous contrôle démocratique».

NÉCESSITÉ DE LA RUPTURE

Sous couvert de rapports de force défavorables, la gauche ne propose souvent que de gérer l'héritage de la droite. Les politiques d'austérité et de régression sociale sont souvent appliquées «pour notre bien» par des gouvernements sociaux-démocrates.

Mais, comme le souligne justement Philippe Marlière, l'objectif de toute force de gauche doit être au contraire la rupture avec le capitalisme. Toutefois, comme nous pouvons bien trop souvent le constater, cela ne constitue plus l'horizon de la social-démocratie aujourd'hui. Pas de résignation pour autant car la lutte continue. Cette lutte doit être joyeuse, dans le sens

qu'elle doit ouvrir des perspectives collectives et enchanteuses. Il s'agit donc de penser un monde meilleur, tout en ancrant les pratiques de lutte dans la réalité des rapports sociaux. Cette double dimension est nécessaire car elle permet de penser l'action sans s'enfermer dans une vision téléologique potentiellement démobilisatrice.

OUVRIR LE CHAMP DES POSSIBLES

Il s'agit donc d'agir dedans et dehors, de tisser des liens. Nous pensons que la lutte partisane garde son sens mais ne doit pas être exclusive: nous devons résister à ce que la politique institutionnelle absorbe le politique, et ouvrir le champ des possibles.

La formule adoptée pour ce manifeste fait qu'il est forcément incomplet. Nos discutant·e·s le relèvent justement. Hans Schäppi insiste par exemple sur la nécessaire solidarité et le dépassement des rapports de domination comme éléments et moteurs de la lutte, point que nous n'avons pas véritablement abordé dans notre texte.

Alors qu'en Grèce au Portugal et en Espagne, les socialistes appliquent des politiques aux effets dévastateurs pour celles et ceux dont ils prétendent défendre les intérêts, l'importance de reconstruire un nouvel internationalisme comme lieu de connaissances et de pratiques socialistes semble vital aujourd'hui.

UN ÉLÉMENT DE TROUBLE

À sa modeste échelle – loin de tout dogmatisme, volontiers provocateur mais toujours engagé – *Pages de gauche* contribue à faire avancer les idées socialistes, à proposer des pistes. La discussion engagée est donc salubre; nous espérons que cette discussion pourra continuer, même nous échapper, et que, comme le dit si bien Pascal Holenweg, ce manifeste pourra devenir un «élément de trouble»!

La rédaction

Qui dit numéro spécial dit immanquablement frais spéciaux... Afin de pouvoir financer ce 100^e numéro de seize pages, nous faisons appel à la générosité de nos abonné·e·s en joignant un bulletin de versement au journal.

Merci d'avance!

La rédaction

Un avant-goût de nos 100 prochains numéros...



JAB
CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne